

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51 100 Reims

Reims, le 23/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MACHAON**

3 Avenue du 106<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie  
51 000 Châlons-en-Champagne

Références : D3i n° 2023-873  
Code AIOT : 0005704963

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement MACHAON implanté 3, avenue du 106<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie 51 000 Châlons-en-Champagne. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Par arrêté préfectoral de mise en demeure en date du 05/07/2022, l'exploitant a été contraint de mener des actions de mise en conformité du site afin de prévenir les risques d'incendie et de permettre l'intervention des secours en cas de sinistre tout en prévenant les éventuelles pollutions associées (récupération des eaux d'extinction).

Après plusieurs mois de travaux et d'échanges avec l'inspection, une visite est diligentée avec le concours du SDIS de la Marne afin de s'assurer de la bonne mise en œuvre opérationnelle du plan d'action établi par l'exploitant, et du retour à la conformité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MACHAON
- 3, avenue du 106<sup>e</sup> Régiment d'Infanterie 51 000 Châlons-en-Champagne
- Code AIOT : 0005704963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MACHAON est autorisée, par arrêté préfectoral d'autorisation n° 2016-A-101-IC du 01/07/2016 modifié par les arrêtés préfectoraux n° 2020-A-27-IC du 07/02/2020 et n° 2022-APC-134-IC du 25/07/2022, à exploiter une usine de valorisation du polyéthylène basse densité (PEBD) des plastiques de la filière agricole (films de paillage, films d'ensilage, films d'enrubannage ....) et de la collecte sélective réalisée auprès des particuliers, sous la rubrique 2791 de la nomenclature des installations classées.

L'établissement est implanté dans les anciens locaux de la société Air liquide dont l'activité a cessé en décembre 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Mise en station des échelles	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.3.	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Structure des bâtiments	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.6.	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.1.	/	Sans objet
2	Accessibilité des engins à proximité de l'installation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.2.	/	Sans objet
4	Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.4.	/	Sans objet
5	Accès au dépôt des secours	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.5.	/	Sans objet
7	Intervention des secours	Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs visites d'inspection ont été réalisées sur le site par l'inspection des installations classées. Cette dernière permet de constater la mise en conformité du site suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 05/07/2022. Celui-ci peut donc être abrogé.

L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique sous un délai d'un mois permettant d'apprécier:

- la mise en place de panneaux indiquant les murs REI 120 (demande du SDIS de la Marne);
- la mise en place de la seconde porte à rideau d'eau, en commande le jour de la visite.

Enfin, il est rappelé à l'exploitant qu'un porter à connaissance devra être transmis afin de mettre à jour les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site suite aux aménagements réalisés. Ce sujet ayant abordé lors de la dernière réunion du 11/09/2023.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. La voie d'accès des services de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention accès pompiers. Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type stationnement interdit. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.
<b>Constats :</b> Le site dispose d'un seul accès qui se fait depuis l'avenue du 106e RI. Le portail est adapté au passage des engins de secours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Accessibilité des engins à proximité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité des engins à proximité de l'installation
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie engins au moins, dans l'enceinte de l'établissement, est maintenue dégagée pour la circulation et le croisement sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pas être obstruée par l'effondrement de cette installation et par les eaux d'extinction. Cette voie engins respecte les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>— la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre au minimum de 4, 5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</li><li>— dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de <math>S = 15 / R</math> mètres est ajoutée ;</li><li>— la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3, 6 mètres au minimum ;</li><li>— chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;</li><li>— aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles définies aux 2. 4 et 2. 2. 5 et la voie engin.</li></ul>

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les quarante derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.
<b>Constats :</b> La voie engin ne permettant pas la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation, l'exploitant a fait élargir la voie le long des quais de réception des déchets. Une aire de retournement a également été créée à son extrémité afin de répondre aux prescriptions qui lui sont applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Mise en station des échelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise en station des échelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Chaque cellule a au moins une façade accessible desservie par une voie permettant la circulation et la mise en station des échelles et bras élévateurs articulés. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin définie au 2. 2. 2. Depuis cette voie, une échelle aérienne mise en station permet d'accéder à au moins toute la hauteur du bâtiment et de défendre chaque mur séparatif coupe-feu. La voie respecte par ailleurs les caractéristiques suivantes : — la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 15 mètres, la pente au maximum de 10 % ; — dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15 / R$ mètres est ajoutée ; — aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie ; — la distance par rapport à la façade est d'1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; — la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3, 6 mètres au minimum, et présente une résistance minimale au poinçonnement de 88 N / cm <sup>2</sup> . Par ailleurs, pour toute installation de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie échelle permet d'accéder à des ouvertures. Ces ouvertures permettent au moins deux accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale d'1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours. Les dispositions du présent point ne sont pas exigées si la cellule a une surface de moins de 2 000 mètres carrés respectant les dispositions suivantes : — au moins un de ses murs séparatifs se situe à moins de 23 mètres d'une façade accessible ; — la cellule comporte un dispositif automatique d'extinction.
<b>Constats :</b> Afin de déterminer l'emplacement des aires de station des échelles, l'exploitant a fait réaliser une étude du bâtiment principal, ce qui lui a permis d'identifier les murs REI 120.  L'emplacement des aires de station des échelles a été proposé au SDIS de la Marne qui les a validés.  Le SDIS a demandé qu'un panneautage soit mis en place au niveau du mur REI 120 pour que celui-ci soit facilement identifiable.

L'inspection propose de demander la mise en œuvre de cette demande sous un délai d'un mois par lettre de suite préfectorale.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins
<b>Prescription contrôlée :</b> A partir de chaque voie engins ou échelle est prévu un accès aux issues du bâtiment ou à l'installation par un chemin stabilisé d'1, 8 mètre de large au minimum. Les quais de déchargement sont équipés d'une rampe dévidoir d'1, 8 mètre de large et de pente inférieure ou égale à 10 %, permettant l'accès à chaque cellule sauf s'il existe des accès de plain-pied.
<b>Constats :</b> Les accès aux installations sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Accès au dépôt des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.5.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès au dépôt des secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Les accès du dépôt permettent l'intervention rapide des secours. Leur nombre minimal permet que tout point du dépôt ne soit pas distant de plus de 50 mètres effectifs de l'un d'eux et 25 mètres dans les parties de l'entrepôt formant cul-de-sac. Deux issues au moins vers l'extérieur du dépôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 mètres carrés. Dispositions relatives aux dépôts couverts
<b>Constats :</b> Les accès des stockages sont conformes aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/04/2010.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Structure des bâtiments

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.2.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Structure des bâtiments
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant réalise une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres) suite à un sinistre n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu. Cette étude est réalisée au moment de la construction de l'entrepôt et tenue à disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fait réaliser une étude du bâtiment principal par un bureau d'étude. Des non-conformités ont été relevées par ce dernier. En effet, cette étude remettait en cause le caractère coupe-feu des murs des stockages.

<p>L'inspection a constaté la réalisation de travaux et la mise en place d'une porte munie d'un rideau d'eau. Une seconde est commandée le jour de la visite. L'ensemble des travaux a permis de rétablir le caractère coupe-feu des murs des stockages.</p> <p>De plus, l'exploitant a fait réaliser une simulation FLUMILOG afin de s'assurer que les flux thermiques en cas d'incendie ne sortent pas du site, et n'impactent pas l'intervention des services des secours.</p> <p>La mise en place de ces mesures a permis de créer une séparation physique entre les stockages de déchets entrants, le stockage de CSR et la zone de production.</p> <p>L'inspection propose que l'exploitant lui transmette un reportage photographique de l'installation de la porte à rideau d'eau sous un délai d'un mois.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 7 : Intervention des secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/02/2020, article 7.2.3.1 et 7.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services de secours [...] on entend par "accès à l'installation" une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise œuvre.</p> <p>Une voie "engins" au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation [...] Cette voie "engins" respecte les caractéristiques suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- largeur utile minimale: 3 mètres;</li> <li>- hauteur libre minimum: 3,5 mètres;</li> <li>- pente inférieure à 15 %;</li> <li>- résiste à la force portant calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum;</li> <li>- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de <math>S+15/R</math> mètres est ajoutée;</li> </ul> <p>chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude relative à la portance de la voie "engin" a été réalisée et transmise à l'inspection. Celle-ci concluait que la chaussée était fatiguée par le trafic avec un état de surface globalement dégradé. Le bureau d'étude a préconisé une reprise de la structure de la chaussée dégradée, et a conclu, que compte-tenu des résultats obtenus, il n'était pas possible de justifier la mise en station d'un engin de secours sur les voiries.</p> <p>Plusieurs réunions entre l'inspection, le SDIS et l'exploitant ont eu lieu afin qu'un plan d'action soit mis en place pour résoudre les problématiques relevées par l'étude, puis en faire le suivi.</p>

Lors de la visite, l'inspection constate la bonne mise en œuvre du plan d'action et un retour à la conformité de la voie engin.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 05/07/2022, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositifs de lutte contre l'incendie
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 12/01/2023</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale</li> <li>• date d'échéance qui a été retenue : 12/06/2023</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li> <li>- plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des risques par local (cf. article 71.1 de l'arrêté préfectoral du 07/02/2020);</li> <li>- extincteurs en nombre suffisant, adaptés aux risques, compatibles avec matières stockées, visibles et accessibles;</li> <li>- robinets armés incendie (RIA) dans le bâtiment de production et le bâtiment de stockage;</li> <li>- 1 bouche incendie privée DN100 (60m/h pendant 2h);</li> <li>- 4 poteaux incendie publics implantés à moins de 200 mètres au plus du risque;</li> </ul> <p>A défaut, une réserve d'eau au moins de 120 m3 est en place pour chaque capacité de 60 m3/h manquante.</p> <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 10/02/2023, et faisant suite à des échanges avec l'inspection dans le cadre de l'instruction du dernier Porter à connaissance, l'exploitant avait indiqué qu'après vérification de sa part, il manquait 330 m3 d'eau pour un besoin total de 900 m3 en cas d'incendie.</p> <p>Afin de se conformer à la réglementation, l'exploitant a mis en place deux réserves souples supplémentaires (120 m3 et 240 m3). Celles-ci ont fait l'objet d'une réception par le SDIS de la Marne, en présence de l'inspection.</p> <p>De plus, l'accès à la réserve souple de 120 m3 existante a été rétabli afin que celle-ci soit utilisable par les services de secours. Désormais, il est possible de stationner un engin de secours.</p> <p>Le site dispose de trois réserves souples sur le site pour un volume total 480 m3, ainsi qu'un accès aux poteaux incendie de la ville situé dans l'avenue du 106e RI. Le volume total de 900 m3 en cas d'incendie est désormais disponible.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite